

Leçon d'Economie du Développement Appliquée : Première partie

(Les idées développées dans cet article relèvent de la stricte responsabilité de la Rédaction du Site)

1) Développement : Une notion ambiguë

Le développement est un terme difficilement explicable. Les auteurs qui ont tenté d'apporter une définition ont été manifestement confrontés à la complexité de la réalité. De « la Combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population » de F. Perroux (1961) à « l'élargissement de l'éventail des possibilités offertes aux hommes » du PNUD (1970). Implicitement, ces définitions du développement sous-entendent un modèle économique de production capitaliste où l'abondance chasse la pénurie par la satisfaction de nouveaux besoins. Malheureusement, les premières stratégies de développement n'ont pas coïncidé avec le modèle capitaliste de marché. Il est normal d'observer au début du processus de développement un rôle important de l'Etat au sein de l'économie dont le but est de protéger certains secteurs d'activités ou certaines industries de la concurrence étrangère (comportement non conforme au libre jeu du marché). Aussi, le processus d'industrialisation ne suffit pas selon S. BRUNEL (1996) pour couvrir les besoins fondamentaux de l'homme. D'où le flou existant entre une définition du développement et une réalité du développement des pays.

Pour sortir de cette impasse, les théoriciens du développement vont progressivement se désintéresser de la définition du développement pour se préoccuper davantage des causes du développement.

Pour ce faire, les théoriciens vont marquer le niveau de développement des pays avec des Indications tels que « Pays Développés », « Pays sous-développés » (Truman, 1949), « Tiers -Monde » (Sauvy, 1952), « Pays en voie de développement » (1970) et, enfin, « Pays en Développement » (PED, 1980). Cependant, le modèle capitaliste de marché constitue toujours le modèle de référence pour le développement puisque les pays développés (à économie de marché) seront cités comme exemple. Cependant, l'avantage de cette définition consistait à introduire la notion de retard dans l'analyse mais, aussi, la diversité entre les pays. Brèche tendue, les théoriciens du développement vont se succéder pour expliquer le retard de développement que le concept de développement même. Plusieurs raisons sont invoquées pour justifier le retard : désarticulation de l'économie, pression démographique, faible insertion dans le commerce international. Concrètement, la question revient à s'interroger sur les raisons qui empêchent les pays à suivre les étapes de Rostow et Gerschenkron (1961) ou à s'insérer parfaitement dans le commerce international selon Viner et Haberler (1950).

2) La mesure du développement

Jusqu'en 1990, les institutions de Washington s'appuyaient sur des indicateurs quantitatifs tels que la somme des richesses créées dans un pays (PIB). Ainsi, les nations étaient classées par ordre de développement croissant (PMA, Pays à revenu intermédiaire ou élevé...). Ces

indicateurs reflétaient les préoccupations de l'après Seconde Guerre Mondiale : comment obtenir une croissance économique élevée ? Plusieurs modèles économiques (aujourd'hui dépassés) de cette époque ont apporté une première réponse formalisée aux différentes trajectoires de la croissance économique. Parmi ces modèles, la version néo-keynésienne (Harrod-Domar, 1944) et, ensuite, les classiques LEWIS (dualisme de Lewis, 1954) et Solow-Swan (1956). L'avantage de ces travaux était de permettre d'expliquer les facteurs de croissance économique et les trajectoires à suivre pour converger vers un sentier de croissance élevé. Cependant, ces indicateurs négligeaient le développement social des nations. La raison en est simple : la croissance économique peut s'opérer sans réduction de la pauvreté. Donc une étape doit être franchie dans la réflexion sur la croissance économique et le développement social : le degré de répartition de la richesse qui peut être source d'inégalité à l'intérieur d'un pays. Pour cela, le PNUD a créé un indicateur composite représenté par l'IDH. Cet indicateur englobe les indicateurs sociaux combinés à ceux de l'économie. Espérant cerner la réalité, les spécialistes du développement vont améliorer la définition de la notion ou la mesure de développement des nations en la complétant par d'autres indicateurs pertinents tels les libertés individuelles ou le stock de ressources naturelles (développement durable).

3) Le Développement : retardé ou avorté ?

La question de développement des nations a pris de l'ampleur depuis la fin des années 1950, époque où coexistaient deux blocs (Est et Ouest). Les politiques de développement économique de cette époque étaient totalement différentes, Keynésienne pour l'Ouest et Socialisme pour l'Est. Quant au troisième bloc (Non Alignés, 1955) il était représenté par les pays qui réclamaient davantage d'équité dans le Commerce Mondial et, à cet effet, la CNUCED a été créée (1964) pour défendre le Commerce équitable envers les Non-alignés et en particulier l'ouverture des marchés des pays riches aux produits des pays pauvres. Stratégiquement, les politiques économiques menées, dans le troisième bloc, traduisaient un tâtonnement dans le processus de développement. Du développement aut centré axé sur le développement des industries de substitution aux importations (Corée, Sénégal...) et l'industrie industrialisante (Inde en 1950, Algérie en 1967...) au développement extraverti qui reposait sur le développement des exportations des produits primaires et la promotion des exportations (Stratégie adoptée par les pays de l'Asie du Sud-Est). Malheureusement, la plupart de ces stratégies ont échoué, hormis les stratégies poursuivies par les pays du Sud-Est asiatique (pays qui ont réussi à remonter la filière de leurs exportations). Les raisons des échecs sont multiples : marché intérieur étroit pour absorber les produits industriels fabriqués localement (ces produits sont parfois non compétitifs sur le plan international), dégradation des termes de l'échange (pour les pays qui ont adopté les stratégies d'exportations des produits primaires).

Malgré les stratégies de développement diverses, les pays pauvres n'ont pas réussi à converger ou à rattraper leur retard par rapport aux pays développés. A ce stade de l'analyse, il est important de nuancer la théorie (Nurske et Rosenstein-Rodan) selon laquelle les pays accusant un retard dans le développement sont ceux qui disposent des économies désarticulées (un secteur développé par rapport à d'autres) car elle ne semble pas faire l'unanimité parmi les théoriciens. Un pays peut se développer en se spécialisant dans une certaine activité particulière de son économie (Tourisme, Industrie...) selon Hecksher-Ohlin-Samuelson (1957). Cette spécialisation sectorielle peut constituer une locomotive envers les

autres secteurs. Partant de cette nuance, un pays dispose forcément d'un avantage comparatif par rapport à d'autres pays. Il suffit simplement d'exploiter consciencieusement cet avantage pour en tirer un bénéfice (Ricardo, 1817). Par conséquent, tous les pays doivent converger, à un moment de leur histoire, vers un sentier de croissance identique : c'est le fameux critère de Convergence de Solow-Swan (1956). Ce sentier est décrit par l'évolution du processus d'investissement par tête.

Curieusement, les théories et les stratégies appliquées n'ont pas permis à certains pays de dépasser le stade de la pauvreté et les critères de convergence brillamment élaborés par Solow (1956) n'ont pas permis le fameux « rattrapage » des nations. Pour ces pays, la pauvreté est devenue un phénomène auto-entretenu et c'est à se demander si « un pays est pauvre parce qu'il est pauvre » (Nurske, 1953). Les causes de cette pauvreté sont nombreuses : épargne nationale inexistante, demande intérieure faible, revenu national faible, productivité du travail faible... Face à ce constat d'échec des stratégies de développement, certains théoriciens pointent la faiblesse des institutions comme facteur aggravant le sous-développement. Dans certains pays pauvres, le fonctionnement des institutions entretient, selon les institutionnalistes, la pauvreté. D'un point de vue néoclassique, les stratégies de développement auraient négligé le facteur « Gouvernance » (North, 1991). De ce fait, la pauvreté des pays relèverait des questions de gouvernance qu'il faut intégrer dans les stratégies de développement. D'autres auteurs vont encore plus loin. Le néokeynésien Stiglitz (2002) charge les programmes des institutions de Bretton Woods de manquer de réalisme dans la mesure où certains facteurs parmi lesquels la Démocratie sont indispensables au développement. Ces valeurs non économiques apparaissent soudainement aux yeux des décideurs comme le meilleur remède pour atteindre une institution efficiente et représentative. Sans trop s'attarder sur les louanges de ces nouveaux préceptes, l'histoire économique révèle encore le paradoxe des pays qui n'ont pas encore adopté ces valeurs mais qui ont un niveau de développement élevé (Chine).

La Rédaction du Site